

# ÉTHIQUE ET RAISONS D'AGIR

## *La chronique d'Hugues Puel \**

### ***Le désir d'Europe et ses ambiguïtés***

1950 : l'Europe d'Adenauer, de Schuman et de De Gasperi. Trois hommes marqués par l'absurdité de deux guerres mondiales qui ont détruit une Europe de 1900, aux superbes ressources économiques, scientifiques et culturelles. Trois catholiques convaincus de leur mission d'œuvrer pour la paix. Un Allemand, un Français, un Italien nourris de culture d'Europe centrale. L'Allemand est un rhénan qui cherche la renaissance de l'Allemagne à distance de ses origines prussiennes. Le Français est né au Luxembourg, possède une forte culture germanique et a acquis en Allemagne une partie de sa formation de juriste. L'Italien est né dans cette région de l'Italie du nord qui faisait partie de l'empire austro-hongrois, démantelé après la première guerre mondiale. Lorsque les trois hommes se rencontrent, pour parler du plan Schuman, proposition française de mise en commun du charbon et de l'acier, ils se comprennent parfaitement... en allemand.

La construction de l'Union européenne (UE) est le plus beau projet géopolitique du vingtième siècle. À travers les lenteurs et les tâtonnements des négociations, les étapes ne sont pas brûlées, les particularismes sont respectés, les procédures démocratiques sont à l'œuvre partout. La technocratie est active, et si elle outrepassse son rôle, les pouvoirs élus sont là pour le lui rappeler ; grâce à elle, les dossiers avancent. La réussite de l'UE se lit dans la séduction qu'elle exerce. En sorte que le désir d'Europe s'exprime dans notre actualité avec force, mais non sans ambiguïtés.

### **Un désir ardent**

Quel désir plus ardent que celui de la Turquie ? Le problème de l'entrée de la Turquie dans l'Europe a été soulevé avec

éclat par le président de la Convention chargée de fusionner les traités existants à l'origine de l'UE, en vue de préparer une véritable constitution politique. Valéry Giscard d'Estaing déclara que les frontières de l'Europe s'arrêtaient à la Turquie. La contradiction a été apportée avec quelque malice par le premier ministre grec, Costas Simitis : « La Turquie a été une grande puissance européenne depuis le seizième siècle et l'Empire ottoman a joué un rôle dans la création de l'Europe qui existe aujourd'hui... François 1er avait une alliance avec Suleiman. Il y avait cet axe ottoman contre les Habsbourg. M. Giscard d'Estaing a oublié que c'est donc la France qui a introduit la Turquie en Europe » (1).

Le débat ne porte pas seulement sur une interprétation historique qui conduirait également à la candidature de la Russie à l'UE (2). Les raisons du désir ardent de la Turquie à s'intégrer dans l'Europe ont des ressorts cachés : ceux que dévoilent un journal d'Ankara, sous la plume d'un de ses rédacteurs : « Existe-t-il dans le vaste monde un autre pays où intellectuels, analystes, politiciens et commentateurs se retrouvent tous dans le même credo ? Tout ce que la Turquie compte de leaders d'opinion parvient, après maints débats et réflexions, à cette seule et unique conclusion : l'adhésion. Un constat qui les pousse à être convaincus que les dynamiques internes de la Turquie ne changeront jamais et qu'il revient aux « dynamiques externes »

---

\* *Économiste, administrateur de l'association Economie & Humanisme*

---

(1) **Costas Simitis**, « La Turquie est une puissance européenne depuis le seizième siècle. Il serait négatif de l'exclure », *Le Monde*, 9 janvier 2003.

(2) **Jean-Claude Casanova**, « Europe : la porte étroite », *Le Monde*, 6 janvier 2003.



de prendre le relais. Mais qualifier d'« insuffisantes » les dynamiques internes, c'est déjà avouer un manque de confiance, voire du mépris pour nous-mêmes » (3).

Certains reportages entretiennent des doutes sur ce désir ardent. Pour se conformer aux règles de la démocratie en Europe, la Turquie a décidé qu'une radio et une télévision en langue kurde seraient désormais légales. Mais les décrets d'application en sont encore au stade de projets et ceux-ci s'annoncent restrictifs. Il en va de même pour les conditions d'enseignement de la langue kurde (4).

C'est grâce à la volonté du président de la République française d'alors, le même Valéry Giscard d'Estaing, que la Grèce est entrée dans l'Europe. La raison était politique et culturelle : la démocratie n'a-t-elle pas été inventée sur les rives de la mer Égée ? Or la Grèce n'était à l'époque de son entrée dans la Communauté européenne qu'un pays balkanique sous-développé, à peine sorti de la dictature militaire. Elle est aujourd'hui dans l'UE et sa monnaie est l'Euro. Son Premier ministre préside le Conseil des gouvernements européens pendant ce premier semestre. Sa brillante diplomatie lui a permis de transférer sur l'Europe son contentieux avec Ankara, notamment avec la question de Chypre. Les hommes font l'histoire, mais pas exactement celle qu'ils croient faire.

## Un désir absent

L'histoire des rapports du Royaume-Uni avec le continent européen est sous le signe des occasions manquées. Certes, il y eut le grand discours de Churchill le 19 septembre 1946 : « Si l'Europe s'unissait un jour pour partager son héritage commun, il n'y aurait pas de limites au bonheur, à la prospérité et à la gloire dont pourrait jouir sa population de 3 ou 400 millions d'âmes » (5). Mais le héros de la seconde guerre mondiale n'était plus au pouvoir. Le gouvernement britannique a

dédaigné l'entrée dans la Communauté du charbon et de l'acier en 1950, ainsi que le traité de Rome en 1957. Sa candidature a été refusée à Mac Millan par De Gaulle en 1963. « Ne pleurez pas, milord », déclarait avec ironie le Général, reprenant une chanson célèbre d'Edith Piaf. Cette candidature a fini par être acceptée après la mort du Général au début des années 1970. Mais on soupçonnait ce pays de ne vouloir faire partie du club que pour ne pas avoir l'inconvénient de n'en être pas. Ne chercherait-il pas à réduire le projet européen à la création d'une vaste zone de libre-échange ? Margaret Thatcher jugeait trop élevée la contribution britannique au budget commun. *I want my money back*, disait-elle, comme si elle réclamait une réduction de cotisation à un club qui l'avait déçu, mais dont elle n'osait pas se retirer.

Avec le travailliste Tony Blair, une évolution importante se produisait. Une volonté de participation du Royaume-Uni à l'Europe monétaire s'exprimait dans les discours du Premier ministre. Des coopérations militaires avec la France se nouaient. Mais quel est donc le désir d'Europe de ce pays ? Denis MacShane, ministre britannique délégué aux affaires européennes, s'explique : « L'année 2003 verra-t-elle le grand retour de l'Europe terre à terre ? Celle par laquelle nous avons posé la première pierre de la construction européenne dans les années 1950... » Le ministre ne manque pas d'air. Le « nous » ne comprenait pas le pays qu'il représente. De plus, le ministre se trompe. Le projet charbon-acier n'était pas d'abord un projet économique, mais un projet politique et spirituel de réconciliation entre européens qui s'étaient sauvagement combattus.

(3) Nury Mert, *Radikal* traduit par le *Courrier international* n° 636, 9-15 janvier 2003, sous le titre « L'Union européenne, cache-misère de la politique turque ».

(4) *Le Monde* des 15-16 décembre 2002 et *The Economist* du 21 décembre 2002.

(5) Cité par Jean Lecerf, *Histoire de l'Unité européenne*, Paris, Gallimard, 1965, p.14.

Voici la perspective qu'il offre à l'Europe en ce début d'année 2003 : « Le différentiel de richesse qui existe aujourd'hui entre les États-Unis (dont les 250 millions de citoyens génèrent chaque année un PIB en euros de 10,7 milliers de milliards) et l'Europe (370 millions de citoyens ; 8,5 milliers de milliards d'euros) est de 2 milliers de milliards. L'UE doit maintenant se donner pour priorité de combler ce fossé. » Voilà très précisément l'objectif qui révèle l'absence du désir d'Europe. La référence n'est pas l'Europe, mais l'Amérique. Or, l'Europe n'est pas seulement un projet économique ; c'est un projet politique et social. Dans un monde du développement durable et solidaire, l'objectif pertinent n'est pas la création maximum de richesses définies selon les termes très contestables des comptabilités nationales, mais la promotion de rapports sociaux renouvelés. L'objectif n'est pas l'*american way of life*, dont nous savons les disgrâces si nous lisons les analyses de l'économiste américain Paul Krugman (6), mais la création d'un véritable modèle social européen, avec des protections développées face au chômage, aux accidents de la vie, aux risques d'exclusion, à la maladie et à la vieillesse. Dans une telle orientation, le niveau élevé de la fiscalité et des prélèvements parafiscaux est à la fois une nécessité et un objectif. L'accroissement des inégalités, tel qu'il advient aux USA depuis vingt ans, est inacceptable dans l'Europe de Bismarck, de Beveridge et de Pierre Laroque.

En 2000, un professeur d'Oxford, Larry Siedentop, a publié un ouvrage sur la démocratie en Europe (7). Il y souligne la nécessité d'un véritable projet politique inspiré par l'idéal démocratique. La Grande-Bretagne a de la pratique démocratique la plus longue expérience en Europe et, dans la théorie politique, la pensée la plus riche et la plus vigoureuse. Or elle est absente du débat sur la démocratie en Europe. Roy Jenkins, récemment décédé, fut président de la Commission européenne de 1977 à 1980. Dans un dis-

cours de 1979, que cite dans sa notice nécrologique *The Economist*, Jenkins s'en prenait au défaut d'adaptation et au refus du changement de son pays (8).

## Un désir frustré

Un paysan polonais déclare à un journaliste de *La Croix* : « Je vois que l'entrée dans l'UE ne nous apportera strictement rien. Bruxelles veut réduire le nombre de laiteries. Alors qui va acheter mon lait ? Les Européens veulent nous imposer des normes d'hygiène qu'ils n'ont jamais su respecter eux-mêmes. Allez voir dans les étables de l'UE comment ils font pour se débarrasser des eaux usées ! Si on entre dans l'UE, on n'aura que du chômage en plus » (9). On sait avec quelle âpreté les représentants polonais ont négocié leur entrée dans l'Union. Ils sont très conscients de l'état d'une partie de leur opinion.

Il est vrai que les Quinze n'ont pas été très généreux pour accueillir les dix nouveaux pays membres. Les négociations ont été rudes. Une conjoncture économique stagnante leur offre une excuse. Face à cela, les nouveaux sont dans une situation mélangée de satisfaction et de frustration. Le journal hongrois de Budapest, *Népszabadság*, l'exprime très bien : « Cet accord final, obtenu à l'arraché, permet qu'un large public puisse se rendre compte que l'UE, ce n'est pas Byzance : c'est plutôt un système au sein duquel il faut se battre très dur pour chaque intérêt particulier et fondamental et, à la fin, il faut faire des concessions », mais « désormais, la Hongrie fait partie, en tant qu'État membre parfaitement égal aux Quinze

(6) Voir son article du *New York Time Magazine* traduit dans le *Courrier International* n° 636 du 9-15 janvier 2003, intitulé « Main basse sur l'Amérique » qui montre les dérives ploutocratiques de ce modèle.

(7) **Larry Siedentop**, *Democracy in Europe*, Penguin Books, Londres, 2000, 253 p.

(8) *The Economist*, 11 janvier 2003.

(9) Jaroslaw Wasilewski, exploitant agricole à Oledy, à l'est de Varsovie, *La Croix*, 12 décembre 2002.



d'aujourd'hui, de cette organisation politique, économique, juridique, sociale qui est certes fort complexe, mais qui fonctionne néanmoins. »

Toutefois la frustration demeure : « En considérant que les nouveaux membres recevront moins de subventions que les États membres actuels, les objections des pays candidats sont justifiées pour trois raisons : Pourquoi ne sommes nous pas égaux en cela aussi ? Le but n'est-il pas d'atteindre le niveau européen le plus rapidement possible ? Et si oui, ne faudrait-il pas nous accorder davantage d'argent ? Enfin, comment peut-on concilier le principe de l'égalité des chances avec le fait qu'un agriculteur autrichien, évidemment plus riche, obtienne deux à trois fois plus de subventions qu'un agriculteur hongrois ? » (10)

## Un désir éprouvé

On l'a dit, l'Allemagne et la France constituent le moteur de l'Europe. Il était en panne. Il se relance : compromis attentiste sur la réforme de la politique agricole commune qui tourne le dos à la solidarité internationale, compromis jugé dangereux et irresponsable par les fédéralistes sur la présidence européenne à deux têtes. Pourtant, il faut se réjouir de cette reprise, dans la mesure où elle prolonge l'acquis du mouvement politique inauguré en 1950, et qui a manifesté sa vigueur dans les années 1970 et 1980.

Le désir d'Europe de l'Allemagne et de la France est un désir éprouvé par les événements qui ont succédé à la chute du mur de Berlin, puis par les cinq ans de cohabitation gouvernementale impuissante. Désir éprouvé, en un autre sens, par une longue coopération qui pourrait aboutir à terme à la fusion des deux pays. Il traverse en effet le long cheminement que le philosophe Paul Ricoeur a décrit dans un ouvrage dirigé par l'éthicien allemand Peter Koslowski et consacré à imaginer l'Europe (11). Selon

le célèbre philosophe, la construction d'un *ethos* nouveau pour l'Europe suppose le passage par trois modèles d'intégration, classés par ordre croissant de densité spirituelle, et qui ont à voir avec l'identité et l'altérité. C'est d'abord le modèle de la traduction, afin de se comprendre, et dans tous les sens du terme, celui des mots et celui du sens. Il y a ici quelque inquiétude à savoir que les jeunes allemands et les jeunes français apprennent de moins en moins la langue de l'autre. C'est ensuite l'échange des mémoires, ce qui suppose une intensification des échanges. Il faut souhaiter que l'Office Franco-Allemand de la Jeunesse (OFAJ) maintienne au moins son budget, alors que celui-ci est menacé et qu'il serait urgent de l'accroître au service de la nouvelle Europe qui émerge de l'élargissement (12). Il y a enfin, étape de la plus grande densité spirituelle, le modèle du pardon afin que ressuscitent les promesses non tenues du passé et que s'ouvre l'avenir.

À un niveau moins profond, il est intéressant de mieux connaître les valeurs des Européens. Une enquête sociologique, la troisième en vingt ans, nous permet de voir que si les différences culturelles ne disparaissent pas, une certaine convergence s'opère dans ce que nos sociologues appellent les valeurs post-matérialistes (13). Effet de l'élévation des niveaux de vie, il rend possible les rapprochements des peuples. Sans eux, les institutions communes n'ont pas grand avenir.

Hugues Puel

(10) « Vendredi 13 décembre : une journée historique vue de Budapest », *Courrier International* n° 633, 19-25 décembre 2002.

(11) P. Koslowski et alii, *Imaginer l'Europe*, Paris, Le Cerf, 1992, p.107-116.

(12) *Le Monde*, 21 janvier 2003.

(13) *Futuribles*, n° 277, juillet-août 2002.